**Contre la loi travail XXL, construire la mobilisation**

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées les 12 et 21 septembre à l’appel de la CGT et de Solidaires rejoints par de nombreux militantEs de la CFDT, de FO, de l’UNSA et de la CFE-CGC. La manifestation de la France insoumise a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris samedi dernier. Les routiers se mobilisent maintenant, et les raffineries doivent rejoindre le mouvement. Dans les facs, les étudiantEs se mobilisent face au manque de moyens. De nombreux établissements scolaires et des associations sont en grande difficulté du fait du licenciement de dizaines de milliers de contrats aidés. Les médias et le gouvernement nous expliquent que la contestation est terminée mais en réalité, nous sommes simplement dans un tout début de mobilisation.

**Des ordonnances qui cassent nos droits**

Il faut encore et encore discuter du contenu de la loi. Les routiers l’expliquent bien : avec la loi travail, dans toutes les petites entreprises, le patronat pourra réduire les droits des salariéEs sur les rémunérations, les conditions et le temps de travail. Le « CDI de chantier » sera une remise en cause fondamentale du CDI, pour imposer, petit à petit, des contrats qui pourront être interrompus par le patronat quand il le veut.

D’ailleurs les licenciements seront facilités et pourront être prononcés par un formulaire-type peu ou pas motivé, tandis que les salariéEs n’auront plus qu’un an pour contester. Les entreprises qui font des bénéfices sur le plan international mais les masquent au niveau national pourront licencier. Des « ruptures conventionnelles collectives » permettent des licenciements collectifs masqués…

Avec la fusion des institutions représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT), les droits syndicaux, les outils de défense des salariéEs sont considérablement réduits… tandis que la loi « anti-terroriste » va permettre les perquisitions et assignations à résidence sans jugement. Le porte-parole d’Amnesty international France a déclaré à ce propos : *« On va se retrouver à s’attaquer à des gens parce qu’ils ont exprimé des opinions que l’on juge choquantes ou parce qu’ils ont dans leur entourage quelqu’un qui est considéré comme potentiellement dangereux (…). Il s’agit là de mesures attentatoires à la liberté. »*

**Débattre puis construire la grève**

Dans toutes les entreprises, dans les quartiers, nous avons besoin de discuter, de décortiquer les ordonnances, de regarder les vidéos explicatives pour bien connaître ces attaques, les expliquer autour de nous. Le NPA propose d’organiser partout des réunions unitaires pour discuter.

Pour gagner, nous devons également augmenter le rapport de forces. La mobilisation des routiers est une bonne nouvelle, mais le gouvernement ne lâchera que s’il y a un grand mouvement de grève qui bloque l’économie. C’est ce mouvement que nous voulons construire dans les prochaines semaines. Aujourd’hui, le gouvernement espère faire passer ses ordonnances pour ensuite casser le statut des fonctionnaires, des cheminots et les retraites de touTEs. Nous ne devons pas laisser faire.

La défaite du parti de Macron aux élections sénatoriales est une mesure de plus de sa faiblesse. Mais cette dernière ne produira pas automatiquement une victoire pour nous. Pour cela, nous devons affirmer, par notre mobilisation, que nous voulons stopper cette politique, que nous refusons un monde qui fait la richesse des capitalistes et la pauvreté de l’immense majorité de la population.

(3519 signes)